



L'ERACOM en crise

Voix étouffées et avenir en jeu : La gestion autoritaire à l'ERACOM et ses lourdes conséquences sur les étudiant.e.s

Début 2022, suite à une dénonciation du Syndicat vaudois des maîtres.ses de l'enseignement professionnel (SVMEP-SUD), l'inspection cantonale du travail est intervenue à l'ERACOM et a identifié de nombreux éléments de dysfonctionnement qui représentent un risque pour la santé du personnel.

Depuis lors, et malgré les nombreuses demandes faites à la direction par des enseignant.e.s, par l'inspection du travail et par le SVMEP, pratiquement aucune mesure concrète d'amélioration n'a été mise en place. La dégradation des conditions de travail continue et de plus en plus d'élèves s'en inquiètent.

Quelles conséquences pour les personnes en formation ?

À la suite d'une rencontre avec des étudiant.e.s de l'ERACOM, le syndicat SUD Étudiant.e.s et Précaires (SUD-EP) juge qu'il est urgent de s'interroger sur les répercussions de cette crise sur les formations dispensées à l'ERACOM. En effet, nous savons que la formation représente un moment charnière important dans le cursus professionnel des personnes qui l'entreprennent. Des problèmes graves et persistants mettent en péril leur avenir. Nos premiers échanges avec les personnes concernées nous ont permis d'identifier 4 grandes problématiques pour les étudiant.e.s de l'ERACOM.

Qualité de l'enseignement et suivi pédagogique

Les problèmes rencontrés par les enseignant.e.s se répercutent inévitablement sur la qualité de la formation. Les étudiant.e.s rapportent une disproportion des responsabilités sur le corps enseignant de par le manque d'implication de la direction. Les maltraitances subies par le corps enseignant affectent la qualité de leur travail. Dans certains cas, sous la pression, les enseignant.e.s finissent en arrêt maladie, ce qui interrompt le suivi pédagogique des élèves.

Organisation et structure des cours : manque de communication et d'information

Le climat général d'instabilité produit de graves problèmes d'organisation qui mettent à mal la structure pédagogique des cours. Le manque de directives claires de la part de la direction complique le travail des enseignant.e.s, mais aussi celui des étudiant.e.s. Très concrètement, cela se manifeste par des horaires de cours et des dates de congé qui sont communiqués à la dernière minute, voire pas du tout. Il est alors difficile pour les étudiant.e.s de

planifier leur quotidien, ce qui est un vecteur d'incertitude et de stress. Enfin, ce désordre ambiant rend presque impossible l'organisation d'activités extrascolaires (visites d'exposition, de lieux de travail, etc.), pourtant essentielles à l'apprentissage.

Manque de matériel et d'infrastructures (numériques)

Les étudiant.e.s déplorent un manque de matériel essentiel. Dans un cours de photographie, par exemple, il n'y a pas d'écran pour travailler sur les images en salle de classe. Le tout se fait sur un projecteur de mauvaise qualité qui ne permet pas de rendre compte des défauts ou des détails des travaux. De plus, il y a également un sérieux manque d'espaces de travail adaptés. En dehors des heures de cours, il n'y a pas d'espaces dédiés au travail individuel, pourtant essentiel à l'autonomie des étudiant.e.s. Enfin, les infrastructures numériques sont défectueuses. Le Wi-Fi, par exemple, ne fonctionne pas. On peut noter également des dysfonctionnements fréquents dans les systèmes informatiques affectant des outils essentiels comme PaperCut et les licences Adobe.

Participation étudiante et démocratie interne :

écoute, considération, respect

Cherchant à s'impliquer pour changer la situation, les étudiant.e.s se confrontent à une direction sourde, autoritaire voire irrespectueuse. En effet, le conseil des délégués nous apparaît être un dispositif démocratique fantôme. Les suggestions et revendications étudiantes lors des conseils de délégués semblent être systématiquement négligées, minimisant le rôle du conseil. L'absence de voies claires pour aborder et résoudre les problèmes mène les étudiant.e.s à un sentiment d'impuissance. Tout ceci participe à produire un sentiment général de dédain et de mépris envers les étudiant.e.s de la part de la direction. Enfin, des incidents et des cas inquiétants de commentaires inappropriés parmi la direction nous ont été rapportés, ce qui nuit à l'intégrité et au respect au sein de l'établissement.



Nos revendications urgentes

Face à cette situation déplorable, un comité étudiant en collaboration avec SUD-EP ont formulé une série de revendications :

1. La mise en place urgente d'une stratégie d'aménagement des cours pour faire face à cette situation de crise qui garantit un suivi pédagogique pérenne et la passation des examens de fin d'année. Dans son élaboration, ce plan d'aménagement des cours doit intégrer la participation des étudiant.e.s.
2. La création d'une plateforme numérique adaptée et mise à jour régulièrement qui permette aux étudiant.e.s de consulter leur plan d'étude, leurs notes et d'être tenu.e.s au courant des changements et de leurs informations personnelles. Toutes ces informations nécessitent une organisation des cours claire et transparente.
3. La garantie d'accès à un matériel de qualité et en quantité suffisante ainsi que des infrastructures fonctionnelles : des impressions gratuites, du matériel informatique, des salles de travail accessibles en dehors des heures de cours, des infrastructures numériques fonctionnelles, etc. Pour ce faire, l'allocation de fonds supplémentaires à l'ERACOM, si besoin.
4. Le développement d'un fonctionnement plus démocratique qui prend en considération les remarques et les attentes des étudiant.e.s et qui permet la collaboration et l'échange d'informations entre étudiant.e.s, professeur.e.s et la direction.
5. Un engagement ferme à lutter contre toute forme de langage et de comportement discriminatoire ou inapproprié au sein de l'établissement qui passe par la mise en place d'une procédure de gestion des conflits à l'écoute des étudiant.e.s.

Nous exhortons les autorités cantonales responsables, à savoir la Direction générale de l'enseignement postobligatoire, ainsi que la direction de l'ERACOM de prendre en compte nos revendications et de s'emparer du problème urgemment afin que les conséquences de cette situation alarmante ne se répercutent pas davantage sur les conditions d'étude et sur la qualité de la formation à l'ERACOM.

Pour le comité étudiant de l'ERACOM organisé au sein de SUD Etudiant.e.s et Précaires.

Si vous adhérez à nos revendications et que souhaitez nous aider :

contactez-nous via

info@sud-ep.ch

suivez nous sur :

instagram : @syndicat_sudep

syndiquez vous sur :

www.sud-ep.ch

